Corrigé du brevet d’histoire-géographie 2013 : Métropole, juin 2013

Corrigé du brevet d’histoire-géographie – 3ème

Voici le corrigé du brevet d’histoire-géographie et d’enseignement moral et civique, session 2013 « Métropole », juin. Chaque réponse est rédigée, et le développement construit est donné en entier comme modèle. Pour progresser, fais d’abord le sujet seul, puis repère ce qui manque dans ta copie. Ensuite, comble tes lacunes avec le programme d’histoire de 3ème.

Première partie : Histoire (13 points)

I. Questions (8 points)

Question 1 : repères (3 points)

52 avant J.-C. : Vercingétorix, chef gaulois, à Alésia. Il y est vaincu par Jules César (fin de la guerre des Gaules). 1492 : Christophe Colomb, à Guanahani (une île des Bahamas, aux Antilles). C'est la première arrivée des Européens en Amérique, au service des souverains d'Espagne. 1661-1715 : Louis XIV, à Versailles, où il installe la cour et le gouvernement. C'est le règne personnel du Roi-Soleil, monarque absolu. Un point par association correcte (personnage et lieu).

Question 2 : développement construit (5 points)

Au choix. Texte modèle sur la crise de Cuba.

Après 1945, le monde est dominé par deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, qui s'opposent sans combattre directement. C'est la guerre froide. En 1959, Fidel Castro prend le pouvoir à Cuba, une île des Caraïbes située à 150 kilomètres des côtes américaines. Il se rapproche aussi de l'URSS. En 1961, les Américains soutiennent un débarquement manqué d'opposants cubains dans la baie des Cochons. Comment la crise de Cuba conduit-elle le monde au bord de la guerre nucléaire ?

Le déroulement de la crise

En octobre 1962, des avions de reconnaissance américains découvrent que l'URSS de Khrouchtchev installe à Cuba des rampes de lancement de missiles nucléaires. Ces missiles peuvent atteindre le territoire des États-Unis. Le président John Kennedy annonce à la télévision, le 22 octobre, un blocus naval de l'île. Il exige le retrait des missiles et met l'armée américaine en alerte.

Pendant quelques jours, des navires soviétiques font route vers Cuba et le monde craint une troisième guerre mondiale, nucléaire. Les deux dirigeants négocient par messages : le 28 octobre, Khrouchtchev accepte de retirer les missiles. En échange, Kennedy promet de ne pas envahir Cuba et de retirer ses propres missiles de Turquie. Un téléphone direct, le « téléphone rouge », est ensuite installé entre Washington et Moscou.

La crise de Cuba est le moment le plus dangereux de la guerre froide, mais elle ouvre une période de détente entre les deux blocs. Elle ne met pas fin à leur rivalité. Le correcteur attend le contexte international (deux blocs, rivalité des superpuissances, guerre froide). Il attend aussi un récit daté (1959, 1961, octobre 1962) et la conclusion (retrait des missiles, détente).

Un autre sujet possible

Variante possible : la guerre de Corée. Après 1945, la Corée est divisée au niveau du 38ème parallèle. Le Nord est communiste, soutenu par l'URSS, le Sud est pro-occidental, soutenu par les États-Unis. Le 25 juin 1950, la Corée du Nord envahit le Sud. L'ONU envoie une armée, composée surtout d'Américains, qui repousse les Nord-Coréens. La Chine communiste entre alors en guerre aux côtés du Nord (fin 1950). Après trois ans de combats meurtriers, l'armistice est signé à Panmunjom en juillet 1953. La Corée reste divisée de part et d'autre du 38ème parallèle. C'est un conflit « chaud » de la guerre froide, où les deux blocs s'affrontent par pays interposés, sans s'attaquer directement.

II. Travail sur document (5 points)

Question 1 (1 point)

Il s'agit de la réduction de la durée légale du travail. Elle passe de 40 heures à 39 heures par semaine. L'objectif prioritaire est de mieux partager le travail entre tous ceux qui ont besoin de travailler. Il s'agit donc de lutter contre le chômage.

Question 2 (1 point)

La France est en crise économique, avec un chômage important. Le texte le dit en une phrase, par exemple « Il y a la crise, il y a le chômage, il y a les bouleversements des techniques ». C'est la situation créée par la crise qui débute en 1973.

Question 3 (1,5 point)

Le président de la République en janvier 1982 est François Mitterrand (élu en mai 1981, socialiste). Autre loi votée sous sa présidence, au choix : l'abolition de la peine de mort (1981). Il y a aussi les lois de décentralisation, dites lois Defferre (1982). On peut citer la cinquième semaine de congés payés et la retraite à 60 ans (1982-1983). Les lois Auroux sur les droits des salariés dans l'entreprise (1982) conviennent aussi. Enfin, on peut choisir la fin du monopole d'État sur la radio et la télévision (1982) ou l'impôt sur les grandes fortunes (1981).

Question 4 (0,5 point)

Il fait référence au gouvernement du Front populaire, dirigé par Léon Blum. En 1936, il a instauré la semaine de 40 heures (avec deux semaines de congés payés). On accepte aussi : la loi de 1936 sur les 40 heures.

Question 5 (1 point)

Non, cette intervention n'est pas objective. Pierre Bérégovoy est le secrétaire général de l'Élysée. De plus, il est proche du président et du gouvernement, qui viennent de prendre la mesure. Il en fait la promotion. Il parle d'« avancée sociale très importante » et de « progrès social et en même temps progrès économique », sans évoquer les arguments des opposants ou

des chefs d'entreprise. Son discours est donc un discours de soutien, destiné à convaincre les téléspectateurs.

Deuxième partie : Géographie (13 points)

I. Questions (7 points)

Question 1 : repères (2 points)

Il fallait choisir un figuré pour chaque élément, le porter dans la légende puis le placer sur la carte. Les Alpes : une zone coloriée ou hachurée, à l'est (Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur). Région Languedoc-Roussillon : colorier la région située tout au sud. Elle borde la côte méditerranéenne, entre les Pyrénées et le Rhône (chef-lieu : Montpellier). Aire urbaine de Bordeaux : un cercle ou un symbole sur Bordeaux, dans le sud-ouest, sur la Garonne. Ville où siège une institution européenne : Strasbourg (Parlement européen), en Alsace, à l'extrême est, au bord du Rhin. C'est la seule ville concernée qui figure sur le fond de carte. Un figuré différent et lisible pour chaque élément.

Question 2 (2 points)

Un conflit d'usages est une opposition entre des acteurs (habitants, agriculteurs, entreprises, collectivités, associations). Ils veulent utiliser le même espace pour des usages différents ou incompatibles. Exemple : dans le périurbain, des agriculteurs veulent garder leurs terres pour cultiver alors que la commune veut les transformer en lotissements. Autre exemple : sur le littoral, des habitants et des défenseurs de l'environnement s'opposent à l'extension d'un port ou d'une zone touristique.

Question 3 (1 point)

Un espace productif est un espace où l'on produit des richesses (biens et services). C'est par exemple un espace agricole, une zone industrielle, une zone d'activités, un espace touristique, un technopôle. On y trouve des entreprises, des emplois et des infrastructures pour produire et échanger.

Question 4 (2 points)

La puissance de l'Union européenne est limitée pour plusieurs raisons, deux suffisent. Elle n'a pas d'armée commune ni de politique étrangère et de défense unique. En effet, les États membres ont souvent des intérêts et des positions différents. L'Union est marquée par de fortes inégalités économiques entre pays riches et pays plus pauvres, qui compliquent les décisions communes. Elle est aussi concurrencée par les autres grandes puissances (États-Unis, Chine, pays émergents). Enfin, tous les États ne participent pas à toutes les politiques : le Royaume-Uni, par exemple, n'a pas adopté l'euro.

II. Travail sur document (6 points)

Question 1 (1 point)

Le chiffre « 8 » est le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans en Lettonie en 2009 : sur 1 000 enfants nés vivants, 8 meurent avant leur cinquième anniversaire. C'est un taux plus élevé que la moyenne de l'Union européenne.

Question 2 (2 points)

Le revenu moyen dans l'Union européenne est très supérieur à celui de l'Afrique : il est environ dix fois plus élevé. Il reste en revanche inférieur à celui de l'Amérique du Nord. L'Union européenne fait donc partie des régions riches du monde, mais elle n'est pas la plus riche. On peut ajouter que la mortalité des enfants y est très faible. Elle est bien plus basse qu'en Afrique et même qu'en Amérique du Nord. Il fallait justifier sans recopier les nombres, par des comparaisons : « beaucoup plus élevé que », « inférieur à ».

Question 3 (3 points)

Première ligne à tracer sous l'Irlande, deuxième ligne sous la Lituanie (on accepte des variantes proches, si elles sont justifiées). Première catégorie : de Luxembourg à Irlande, ce sont les pays les plus riches. Ils ont un revenu élevé (environ 30 000 dollars et plus) et une mortalité infantile très faible (entre 3 et 6 ‰). Deuxième catégorie : de l'Espagne à la Lituanie, des pays au revenu intermédiaire.

Leur mortalité infantile est généralement faible, mais elle monte dans certains pays (7 ‰ pour Malte, la Slovaquie et la Pologne). Troisième catégorie : Lettonie, Bulgarie, Roumanie, des pays au revenu le plus faible. Ils ont aussi la mortalité des enfants la plus élevée (8, 10 et 12 ‰). Le critère retenu est donc le niveau de richesse, confirmé par le niveau de développement (santé des enfants). L'Union européenne est donc un espace très inégal, avec un nord et un ouest plus riches, un sud et un est plus pauvres.

Troisième partie : Éducation civique (10 points)

I. Questions (4 points)

Question 1 (2 points)

Un acteur au choix avec un exemple d'action. L'ONU : envoi de casques bleus pour maintenir la paix, ou campagnes de l'UNICEF pour la vaccination des enfants. Une organisation non gouvernementale (ONG) comme Médecins sans frontières : soins médicaux dans les zones de guerre et lors de catastrophes naturelles. L'Union européenne : aide au développement et opérations humanitaires. Un État : l'aide publique au développement de la France, ou l'envoi de secours après un séisme.

Question 2 (2 points)

Le texte est la Constitution de 1958 (article premier : « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale ») . On accepte aussi le préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958. Cela signifie que l'État garantit à chacun des droits sociaux et réduit les inégalités, grâce à la solidarité nationale. Exemple au choix : la Sécurité sociale (assurance maladie, retraites, allocations familiales), l'école gratuite et obligatoire. On peut aussi citer le revenu de solidarité active (RSA), les aides au logement, le droit à un salaire minimum (SMIC) et à des congés payés.

II. Travail sur document (6 points)

Question 1 (3 points)

Cartouches : les deux journalistes, un homme et une femme, animent et modèrent le débat. Le candidat de gauche, à gauche de l'image, face à son adversaire. Le candidat de droite, à droite de l'image, qui parle. Les chronomètres, qui comptent le temps de parole de chacun des candidats (49 minutes 12 secondes et 46 minutes 6 secondes), pour que le temps soit presque égal.

Les boutons Facebook, Twitter et Export, qui permettent de partager la vidéo sur les réseaux sociaux. Lieu : un studio de télévision (le plateau de la chaîne TF1). Le décor de l'arrière-plan représente le palais de l'Élysée, la résidence et le lieu de travail du président de la République. Cela rappelle ce qui est en jeu dans l'élection.

Question 2 (1 point)

Deux médias différents au choix : la télévision (TF1, TF1 News). Internet (le site TF1.fr, la vidéo en ligne). Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Google+).

Question 3 (2 points)

Les médias participent à la vie démocratique en informant les citoyens : ils retransmettent en direct le débat de l'entre-deux tours. Cela permet à des millions d'électeurs de comparer les programmes des deux candidats avant de voter. Les journalistes, indépendants, posent des questions au nom des citoyens. Les chronomètres garantissent l'égalité du temps de parole entre les candidats. Internet et les réseaux sociaux permettent aussi aux citoyens de réagir, de partager et de s'exprimer. Les médias contribuent ainsi à la liberté d'expression, au pluralisme et à la formation de l'opinion. C'est essentiel dans une démocratie.

Conseils pour le jour J

- Pour un développement construit, choisissez le sujet que vous maîtrisez le mieux, puis annoncez le contexte, racontez dans l'ordre avec des dates et concluez.
- Pour un texte daté, repérez qui parle, à quelle date et dans quel but : cela permet de répondre à la question sur l'objectivité.
- Sur un fond de carte, construisez la légende avant de colorier et utilisez un figuré différent pour chaque élément.
- Quand le sujet interdit de recopier les nombres, comparez avec des expressions (« dix fois plus », « inférieur à »).
- En éducation civique, appuyez-vous sur un exemple précis du document ou du cours pour justifier chaque réponse.